



États Généraux de l'Alimentation (EGA) Hauts-de-France

Filières céréales : quelle organisation collective et quelles actions concrètes pour améliorer la qualité des produits destinés aux différents segments de marchés, en partant des attentes des différents clients, et en augmentant la valeur ajoutée pour chaque maillon de la chaîne en France ?

Contribution régionale sur la journée 20 septembre 2017

-Participants :

Près de 70 présents : Chambres d'agriculture, jeunes agriculteurs et FRSEA, producteurs bio, ARIA et pôles d'excellence agro alimentaires, pôle de compétitivité NSL, logisticiens des filières céréales, représentants des consommateurs (UFC Que choisir), Conseil Régional (2 vice-présidents), enseignement agricole, recherche, attachés parlementaires de députés, presse, DDT(M), Direccte...

-Lieu de la visite organisée pour illustrer une partie des débats de la journée :

Terminal céréalier SICA Nord Céréales, à Dunkerque (59140)

Nord céréales a initié une « démarche qualité régionale » exemplaire, destinée à améliorer la qualité des blés et l'allotement, et ainsi répondre aux exigences croissantes et diverses des marchés export.

Cette démarche a été signée fin juin par l'ensemble des coopératives et négociants des Hauts-de-France.

-Animation des débats :

Mathieu Prévost, Proviseur du Lycée Professionnel Agricole de Dunkerque

Benoît Masure, Chargé de mission industries agroalimentaires, DRAAF Hauts-de-France

-Principaux constats évoqués et éléments de diagnostic :

Les atouts à valoriser en Hauts-de-France :

- Importance des productions et position stratégique de la région. Grands groupes industriels privés et coopératifs dans les grandes cultures.
- La sélection en matière de semences est aussi un point fort de la région.
- Il faut rester compétitif au niveau des exploitations et faire de la qualité pour répondre aux demandes des marchés. Pour ce faire, investir dans la logistique (intérêt très fort de la profession pour le projet de Canal Seine-Nord Europe), et dans l'amélioration continue des outils des partenaires de la filière afin d'améliorer les coûts de mise en marché et en faire bénéficier les producteurs. Également la compétitivité est un enjeu pour la recherche et développement.
- L'aliment du bétail produit en Hauts-de-France constitue un modèle très performant sur le plan sécurité sanitaire, mais subit la concurrence du Benelux voisin, qui utilise des farines animales.
- Grande distribution : il y a des exemples de démarches entre acheteurs et producteurs qui fonctionnent. Il faut les mettre en avant et communiquer « en positif ».

Les difficultés et freins à lever :

- Handicap export sur les céréales cette année suite à une parité défavorable €/dollar, et malgré une qualité excellente
- Mieux rémunérer l'effort de qualité des producteurs (problème priorité qualité/rendement) : faire évoluer les mentalités des agriculteurs.
- Qualité et rendement ne sont pas forcément compatibles, alors que les bonnes variétés à aptitude protéine existent.
- Aliment du bétail : le label "France" n'est pas assez mis en avant, alors qu'il est très qualitatif.
- Déséquilibre territorial du fait de la densité des éleveurs, 10 fois plus forte en Bretagne : fort impact du coût de distribution sur les marges des entreprises HDF. Également à noter l'origine France des produits céréaliers intégrés dans les recettes d'aliments, pas mentionnée, mais qui pourrait utilement l'être pour une valorisation complète de la viande « origine France », et contrer notamment les filières belges ou transfrontalières.

- Situation financière très hétérogène et délicate pour certaines entreprises (diversité dans la capacité d'investir dans la modernisation des outils).

-Pistes de solutions identifiées par les acteurs de la filière :

Les pistes de travail relevant du niveau national :

- **Stratégie de différenciation** : le besoin de s'appuyer sur tous les marchés (export, circuits de proximité, différents débouchés...) de façon complémentaire et non en concurrence fait clairement consensus.
- Mettre mieux en avant le label "France" (ex. FAB : valoriser une filière 100 % France).
- Nécessité de créer un climat favorable au débat public sur les semences : défiance à l'égard de la science et du progrès scientifique (typiquement avec le sujet OGM).
- **Amplifier l'investissement de la recherche**, ce qui nécessite au préalable de clarifier les attentes car il existe aujourd'hui des demandes contradictoires (par exemple besoin de nouvelles variétés, versus refus du principe de toucher au vivant...).
- Des **sources de financement** à envisager pour les démarches de filière qui nécessitent de l'investissement matériel : PIA, Grand Plan d'Investissement...
- Favoriser l'**accompagnement des agriculteurs** dans la maîtrise de leurs coûts, leurs choix de variété, la préservation de la qualité lors de la collecte... Une injection de matière grise auprès des exploitants agricoles aurait un effet levier considérable et devrait être un complément significatif aux efforts faits en matière d'aides aux investissements physiques.
- Renforcer l'investissement sur le long terme de la **Grande distribution dans les interprofessions**, lieu privilégié des échanges.
- Un sujet très technique sur le **transport transfrontalier** à résoudre : on peut rouler à 44 tonnes à charge (30 tonnes de marchandises) de chaque côté de la frontière mais on ne peut pas la traverser. Sujet technique qui doit être expertisé. Concrètement les fabricants d'aliment belges vont chercher 30 tonnes de soja à Gand. Les fabricants bretons vont chercher 30 tonnes de soja à Montoir (44). Et les fabricants du Nord vont chercher 27 tonnes de soja à Gand... Des démarches ont été entreprises notamment par les syndicats de transporteurs, mais pas de suite concrète pour l'instant.

Les pistes de travail relevant du niveau régional :

- Sur la filière céréales, avec la **démarche qualité régionale**, les choses peuvent s'améliorer avec de la méthode et de la détermination dans chaque entreprise, et avec une **communication « unifiée »** vers l'interne et vers l'externe (agriculteurs, salariés). Les **messages techniques communs** diffusés via les chambres, coopératives, négociants et Arvalis en sont une première illustration.
- Maturité des céréales : trouver des techniques nouvelles pour la déterminer grâce à un outil de diagnostic rapide. Piste à voir avec la recherche.
- **Nécessité de communiquer entre tous les acteurs des filières**, surtout ne pas rester entre nous. C'est le seul moyen d'avancer. C'est un point de consensus très net.
- Le **facteur humain** indispensable pour dialoguer et se concerter : communauté de valeurs producteurs-distributeurs-consommateurs, illustrée par Saveurs en'Or par exemple.
- Créer des **filieres en partenariat**, dans une logique de différenciation, et avec 4 piliers : environnement, satisfaction du consommateur, social (limiter les TMS), économique (contrats tripartites).
- Impératif de **communiquer de façon positive sur l'agriculture**. L'image de l'agriculture est celle des crises (économiques, sanitaires...) ou d'un refus d'intégrer les attentes en matière environnementales et sociales alors qu'il y a un engagement des agriculteurs (souvent passionnés) et un niveau de qualité des produits qui est trop méconnu.
- **Avoir des échanges réguliers, dans un format collectif** : la démarche initiée dans le cadre des EGA, d'un dialogue ouvert, avec un ensemble très large de partenaires concernés, dans les territoires, est saluée par tous. Il est proposé de se revoir dans un format similaire dans 6 mois.